Rapport d'évaluation sur l'efficacité et la qualité de la justice de 45 pays européens par la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ)

Sylvia Preuss-Laussinotte

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3602>

DOI : 10.4000/revdh.3602

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Sylvia Preuss-Laussinotte , « Rapport d'évaluation sur l'efficacité et la qualité de la justice de 45 pays européens par la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 07 novembre 2010, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3602> ; DOI : 10.4000/revdh.3602

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2019.

Tous droits réservés

Rapport d'évaluation sur l'efficacité et la qualité de la justice de 45 pays européens par la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ)

Sylvia Preuss-Laussinotte

- ¹ Le 4^e Rapport de la CEPEJ, organe du Conseil de l'Europe, a été publié. Selon sa propre présentation : « la CEPEJ est aujourd'hui un organe unique pour tous les pays européens, composé d'experts qualifiés des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, qui évalue l'efficacité des systèmes judiciaires et propose des mesures et des outils concrets pour améliorer l'efficacité du service au bénéfice des citoyens. » Aux termes de son statut, la CEPEJ a pour tâche « (a) d'analyser les résultats obtenus par les divers systèmes judiciaires (...) en ayant recours, entre autres, à des critères statistiques communs et à des moyens d'évaluation ; (b) d'identifier les problèmes et les domaines susceptibles d'être améliorés et de procéder à des échanges de vues sur le fonctionnement des systèmes judiciaires ; (c) de définir des moyens concrets d'améliorer l'évaluation et le fonctionnement du système judiciaire des Etats membres compte tenu des besoins propres à chacun ». La CEPEJ effectue ses tâches, notamment, « (a) en identifiant et en élaborant des indicateurs, en collectant et en analysant des données quantitatives et qualitatives, et en définissant des mesures et des moyens d'évaluation, (b) en rédigeant des rapports, des statistiques, des guides de bonnes pratiques, des lignes directrices, des plans d'action, des avis et des commentaires généraux ». Le statut met ainsi l'accent sur la comparaison des systèmes judiciaires et sur l'échange de connaissances relatives à leur fonctionnement. « La portée de cette comparaison dépasse l'efficacité au sens strict du terme, puisqu'elle s'intéresse tout particulièrement à la qualité et à l'effectivité de la justice. » Il est par exemple indiqué qu'en France, le nombre de juges professionnels siégeant en juridiction était de moins de 10 pour 100 000 habitants, en 2008.

AUTEUR

SYLVIA PREUSS-LAUSSINOTTE

Professeure de droit public à l'Université de Paris Ouest Nanterre la Défense